

80^e **Congrès**
 **du Parti**
socialiste

Rapport d'activité **du secrétariat national**

18-19 septembre 2021

Du congrès
de Villeurbanne
au congrès
de Marseille

27-29 janvier 2023

Rapport d'activité
Du congrès de Villeurbanne au congrès de Marseille
18-19 septembre 2021 > 27-29 janvier 2023

Le présent rapport d'activité fait le choix de ne pas proposer un récit chronologique en raison de la courte période concernée (à peine 15 mois), marquée de surcroît par un double cycle électoral (présidentielle et législatives). Il privilégie le focus sur quelques temps forts qui ont marqué cette séquence dans la vie de notre parti.

Un parti en ordre de marche pour 2022

À l'issue du congrès de Villeurbanne, le Parti socialiste est en ordre de bataille. Il dispose d'une crédibilité retrouvée dans les sondages (près de 10 %), d'un projet (le premier élaboré et adopté par les militants depuis 10 ans), d'un premier secrétaire conforté (73 % des votes) avec une feuille de route claire pour remettre le parti au cœur de la Gauche et, bientôt, de sa candidate à l'élection présidentielle.

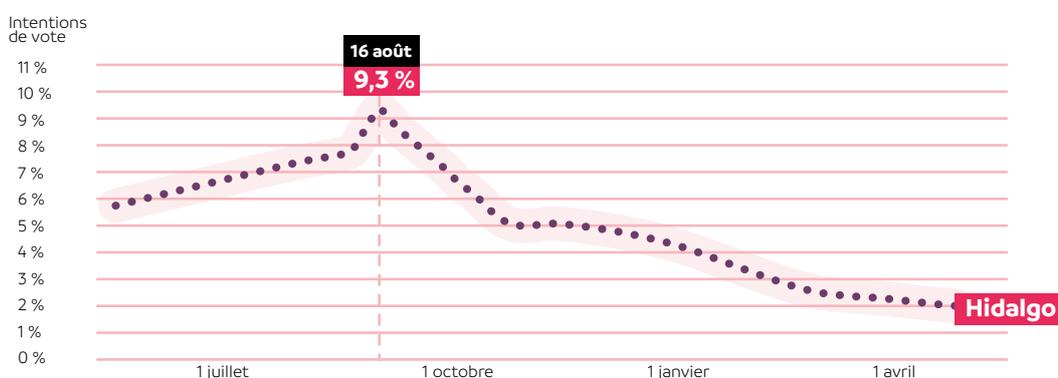
LE PS REBONDIT DANS LES SONDAGES

À l'issue du cycle électoral 2020-2021, initié par le scrutin municipal et clôt avec les départementales et régionales, le PS renoue avec la victoire.

À l'aube du scrutin présidentiel et dans la foulée du congrès de Villeurbanne, c'est à 9 % que la candidature PS à l'élection présidentielle est testée, pourtant sondée de façon concurrentielle avec Arnaud Montebourg à l'époque. Un premier socle solide à l'entame de l'élection présidentielle.

« Notre travail nous a aussi permis de renouer avec la victoire. Nous avons retrouvé après quatre scrutins successifs notre crédibilité électorale, nous sommes redevenus la force motrice de la gauche et de l'écologie. Cette renaissance, c'est la vôtre, la nôtre. C'est le fruit d'un travail collectif. »

Olivier Faure,
congrès de Villeurbanne



UN PROJET PARTICIPATIF, LARGEMENT ADOPTÉ ET PROPULSÉ DANS LA CAMPAGNE

La crise sanitaire a mis en lumière nos vulnérabilités politiques, sociales, environnementales, économiques et démocratiques. Coordonné par Boris Vallaud, avec l'appui de Christophe Clergeau et Corinne Narasiguin, «Le projet», travaillé depuis près de deux ans, a permis d'ouvrir les yeux sur l'urgence actuelle et de débattre avec les militants socialistes et les citoyens de nos exigences collectives.

- **Un projet pour vivre mieux**
- **Un projet pour répondre à l'urgence sociale et écologique**
- **Un projet fondé sur la participation militante et la consultation citoyenne**



GRANDES ÉTAPES DU PROJET

- **Auditions de la France d'après** prémices du projet
- **1 live des idées, 6 lives du projet**
- **Un été militant**
- Blois : **Première présentation du projet** aux militants
- 9 septembre : **Vote des militants** sur le projet
- **79^e Congrès du Parti socialiste** ultime étape du projet et **vote définitif** par les militants
- **Projet prêt pour 2022**

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET COLLABORATIF

Après un processus participatif de près d'un an, le temps de l'affirmation du projet est venu. Une première synthèse a été proposée aux militants à l'occasion du Campus 2021.

Ces trois jours ont été une étape clé dans l'adoption définitive du projet qui aura lieu en septembre prochain.

AUDITIONS DE LA FRANCE D'APRÈS

Dès le 1^{er} confinement le Parti socialiste a auditionné de nombreux experts pour préparer la France d'après

MARS-MAI

2020

LE LIVE DES IDÉES

La République contre les séparatismes

4 DÉCEMBRE

LIVE DU PROJET #1

Un emploi pour tous, un travail digne pour chacun

4 FÉVRIER

2021

LIVE DU PROJET #2

Une politique globale de santé au service d'une société du soin

4 MARS

LIVE DU PROJET #3

Justice climatique et politique environnementale

8 AVRIL



PARTICIPATION MILITANTE

Débats au sein des sections et fédérations

+ CONSULTATION CITOYENNE SUR LA PLATEFORME

ENVOI DES PROPOSITIONS AUX ASSOCIATIONS, O



ENVIRON
700
PROPOSITIONS



+ DE
100 000
VOTES SUR LES
PROPOSITIONS





SUR LES 100 000 VOTES ÉPRIMÉS

75 %
DES RÉPONSES
SONT FAVORABLES

+ DE **400**
ACTEURS, ASSOCIATIONS
ET SYNDICATS
ENGAGÉS À GAUCHE
ONT PRIS PART À L'ÉLABORATION
OU À L'ENRICHISSEMENT
DES PROPOSITIONS

ELLES ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES
DANS 6 LIVRETS ET ONT DONNÉ
LIEU À 6 LIVE DU PROJET



+ DE

450 000
VISITEURS SUR LE SITE
RDV2022.FR

LIVE DU PROJET #4

Grandir dans
la République :
la République éman-
cipatrice
à l'assaut
des inégalités

6 MAI

LIVE DU PROJET #5

Mettre à jour
notre démocratie

10 JUIN

LIVE DU PROJET #6

La République
fraternelle

8 JUILLET

CAMPUS 2021 À BLOIS

PRÉSENTATION
DU PROJET
AUX MILITANTS

27, 28 & 29 AOÛT

VOTE

des militants
sur le projet

9 SEPTEMBRE

NG ET SYNDICATS

UN « ÉTÉ MILITANT »

*Tout au long de l'été,
les militants ont continué
à enrichir le texte*

NOUVEAUX AMENDEMENTS DES MILITANTS SUR LE PROJET VOTÉ

JUSQU'AU CONGRÈS
DE VILLEURBANNE

RDV 2022

LE CAMPUS 2021

Le Campus 2021 à Blois fait une large place à la présentation de notre projet. Il est expliqué et mis en débat au cours de controverses, d'ateliers et de séances de formation. En trois jours, 200 intervenants animent plus de 100 heures de discussions.

LES FORMATS ATYPIQUES

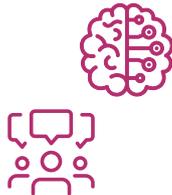
LES TABLES RONDES

Les propositions du projet sont au cœur du Campus.



LES DÉBATS MOUVANTS

Innovation participative, les débats mouvants donnent la parole au public, qui est invité à exprimer une position sur la proposition présentée.



LES PITCH DU PROJET

Trois minutes, c'est le temps accordé à chaque intervenant pour pitcher la proposition de son choix !



LES FORMATIONS

Être prêt·e·s pour la présidentielle, c'est la mission du Parti socialiste et ses militantes et militants. La transmission et la formation sont au cœur du projet participatif.

LES CONTROVERSES

Nombreux sont les sujets de société qui divisent le paysage politique en France. Le Parti socialiste est plus que jamais présent pour défendre ses valeurs et proposer une alternative.



5 SITES DE DÉBATS

5 CONTROVERSES

22 GROUPES DE RÉFLEXION ET THINK TANKS DE LA GAUCHE INVITÉS

84 ATELIERS

100 HEURES DE DÉBATS ET FORMATION

125 BÉNÉVOLES

200 INTERVENANTS

Ces trois jours sont une étape clé qui précède le vote du projet définitif. Celui-ci a lieu le 9 septembre et c'est lors du 79e Congrès de Villeurbanne qu'il est officiellement adopté le 18 septembre 2021.

VOTE DU PROJET

VOTANTS : 21 243
EXPRIMÉS : 19 934
POUR : 14 938
CONTRE : 2 100
ABSTENTION : 2 902
BLANC : 77
NUL : 17

POUR
74,94 %

CONTRE
10,53 %

ABSTENTION
14,56 %



PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

Il emprunte très largement aux propositions du projet du Parti socialiste. Ainsi, dans le top 10 des propositions mises en avant par notre candidate, toutes en sont issues.

TOP 10 DES PROPOSITIONS

- 1 Une feuille de paie pour une vie digne
- 2 L'égalité salariale femme-homme
- 3 Jamais plus du tiers des revenus consacré au logement
- 4 Instaurer un ISF climatique
- 5 Sauver l'hôpital public
- 6 L'assurance chômage universelle
- 7 Un service public de la petite enfance
- 8 Une police de sécurité du quotidien
- 9 Faire de 16 ans l'âge de tous les possibles
- 10 Le droit de choisir sa fin de vie



MES 10 PROPOSITIONS CLÉS

Consolider la défense européenne pour protéger l'indépendance de nos démocraties et assurer notre sécurité.

#JeVoteHidalgo

MES 10 PROPOSITIONS CLÉS

Reconnaitre le crime d'écocide et créer un impôt sur la fortune climat et biodiversité pour l'accompagnement social de notre transition écologique.

#JeVoteHidalgo

MES 10 PROPOSITIONS CLÉS

Consolider l'hôpital public et protéger la santé publique, faire de la santé mentale, la grande cause du quinquennat.

#JeVoteHidalgo

MES 10 PROPOSITIONS CLÉS

Sanctuariser l'âge de départ à la retraite à 62 ans, rétablir les critères de pénibilité, augmenter les pensions de retraite.

#JeVoteHidalgo

MES 10 PROPOSITIONS CLÉS

Assurer enfin l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et lutter implacablement contre les violences faites aux femmes.

#JeVoteHidalgo



António Costa
Premier ministre du Portugal
« Anne Hidalgo incarne la justice sociale et l'égalité dont l'Europe a besoin. »



Bernard Cazeneuve
Ancien Premier ministre
« Anne Hidalgo est une femme d'État, dont l'engagement républicain et les combats pour la justice sociale, la lutte contre les inégalités et toutes les discriminations la situent dans la grande tradition de la Gauche de Gouvernement. Courageuse, déterminée et sincère, elle est dans cette campagne la seule qui incarne l'éthique de la responsabilité, et propose un chemin crédible pour la France. C'est pourquoi je lui apporte mon soutien. »



Martine Aubry
Maire de Lille, ancienne ministre
« Anne Hidalgo porte un projet pour la France qui permettra de rassembler les Français, d'apaiser en luttant contre les inégalités et d'engager une réelle transition écologique. »

COMMENCER PAR REVALORISER LE TRAVAIL

- Augmenter le SMIC de 200 € net par mois pour que chacun puisse vivre décemment de son travail.
- Engager dès 2022 des négociations dans les différents secteurs professionnels pour augmenter les salaires.
- Atteindre l'égalité salariale femme-homme.

INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ET LA JEUNESSE POUR BÂTIR NOTRE AVENIR

- Augmenter le salaire des enseignants pour reconnaître l'importance de leur mission, tout en améliorant leur formation.
- Développer de nouvelles pédagogies ouvertes, collectives et intégrant le changement climatique.
- Ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur en supprimant Parcoursup, en offrant une orientation personnalisée et en généralisant l'alternance.

- Créer un minimum jeunesse versé à partir de 18 ans, sous condition de ressources.

GARANTIR LE DROIT À PROFITER DE SA RETRAITE

- Sanctuariser la retraite à 62 ans et rétablir les critères de pénibilité pour que chacun puisse bénéficier de ce droit.
- Augmenter le minimum vieillesse à 1 000 € net par mois et le minimum contributif à 1 200 € net par mois.

PRÉVENIR ET PRÉSERVER L'AUTONOMIE

- Tout faire pour permettre de vieillir chez soi en augmentant l'aide pour le maintien à domicile de 50 % (APA).
- Veiller sur nos aînés en EHPAD avec 5 aides-soignants et une infirmière de nuit en plus par établissement, soit la création de 40 000 emplois.

ASSURER LA SANTÉ POUR TOUS ET PARTOUT

- Consolider le rôle de l'hôpital public et de ses agents comme pilier de la santé des Français en tournant la page de «l'hôpital entreprise».
- Lutter contre les déserts médicaux en faisant de la quatrième année d'internat une année de professionnalisation pour les jeunes médecins.
- Prévenir les maladies grâce à l'activité physique et sportive renforcée à tous les âges et à la promotion d'une alimentation saine.

PERMETTRE À CHACUN DE BIEN SE LOGER ET DE MIEUX VIVRE

- Construire 150 000 logements sociaux par an.
- Créer un «bouclier logement» pour qu'aucun ménage ne soit contraint de dépenser plus du tiers de ses revenus pour se loger.
- Encadrer et plafonner les loyers en zones tendues.
- Diminuer la facture énergétique et le prix du carburant par la baisse de la TVA.

FAIRE VIVRE LA RÉPUBLIQUE

- Faire de l'éducation nationale le fer de lance de la lutte pour la laïcité en formant et protégeant tous les enseignants.
- Garantir la sécurité pour tous avec deux grandes priorités, la tranquillité publique et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.
- Consacrer 1 milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes et créer un ministère des droits des femmes de plein exercice.
- Créer un référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour associer les citoyens aux choix qui les concernent.
- Renouveler le droit de vote en prenant en compte le vote blanc et en accordant le droit de vote à 16 ans.
- Lutter contre toutes les discriminations, le sexisme, l'homophobie, le racisme et l'antisémitisme.
- Reconnaitre pleinement la place des outre-mers au sein de la République, pour leur rendre la place économique, sociale et écologique qu'ils méritent.

OFFRIR À CHACUN LE DROIT DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

FAIRE DE L'ÉCOLOGIE LE COMBAT DU SIÈCLE

- Atteindre 100 % d'énergies renouvelables dès que possible et permettre notre indépendance énergétique.
- Permettre la rénovation énergétique des logements sans avance de frais.
- Favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et le développement de l'agroécologie et du bio.
- Subventionner l'achat ou la location de véhicules électriques.
- Imposer une fiscalité écologique juste et efficace grâce à la mise en place d'un ISF Climat et Biodiversité et à la taxation des placements liés aux énergies fossiles.
- Conditionner les aides aux entreprises au respect de normes sociales, éthiques et environnementales.
- Instaurer un tribunal pénal international contre le crime d'écocide (destruction délibérée et irréversible d'un écosystème).

PORTER LA VOIX SINGULIÈRE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

- Agir pour une politique européenne plus juste économiquement et socialement.
- Bâtir une réelle défense européenne.
- Doter l'Europe d'une politique migratoire plus humaine en renforçant la solidarité et la coopération entre les États membres pour garantir un accueil digne.
- Redonner à la France tout son rôle et toute son influence dans la diplomatie climatique, la lutte contre les inégalités dans le monde et le respect des droits humains.

ENSEMBLE, CHANGEONS D'AVENIR EN VOTANT ANNE HIDALGO LES 10 ET 24 AVRIL

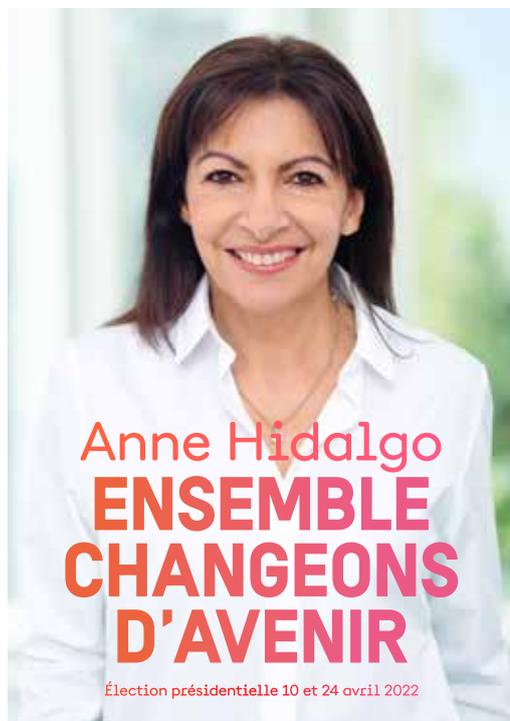


UNE CANDIDATE DÉSIGNÉE ET SOUTENUE

Anne Hidalgo est largement désignée par les militants socialistes pour être leur candidate à l'élection présidentielle avec plus de 72 % des suffrages contre un peu plus de 27 % pour Stéphane Le Foll.

Un mois après s'être déclarée candidate à Rouen, le parti se range derrière celle qui a réussi à être réélue à Paris quand les sondages la donnaient largement battue quelques semaines plus tôt. Après sa désignation officielle, et à six mois du premier tour de l'élection présidentielle, une convention d'investiture organisée par le parti se tient le 23 octobre à Lille devant un salle comble en présence de Martine Aubry, Olivier Faure et Bernard Cazeneuve.

Le soutien du parti sera sans faille tout au long de la campagne. Et à huit jours du premier tour, Olivier Faure dans un mail aux militants les exhorte encore « à jeter toutes nos forces dans la bataille aux côtés d'Anne Hidalgo ».



UN PARTI MOBILISÉ

Les équipes communication du Parti socialiste ont été entièrement mises à disposition de la candidate sous la responsabilité de la directrice de communication de la campagne. Sous son autorité, elles ont pu contribuer aux réalisations graphiques et vidéos en lien avec l'agence de communication retenue. Les équipes ont également participé à la veille sur les réseaux sociaux et au community management des comptes de campagne.

Par ailleurs, les équipes du parti ont également pris en charge l'ensemble des envois mails, invitations aux événements et la campagne de levée de fonds à destination des adhérents et sympathisants socialistes.

L'organisation des grands événements a également été confiée aux équipes du Parti, montage technique, scénographie en lien avec l'agence de communication et mobilisation. Ce sont 9 meetings qui ont été organisés : Lille, Perpignan, Aubervilliers, Bordeaux, Montpellier, Rennes, Limoges, Toulouse et Paris.

Au démarrage de la campagne, des secrétaires nationaux du parti ont participé activement à la campagne dans différents groupes de travail. Certains ont été désignés référents dans l'organigramme de campagne, comme Boris Vallaud à la « coordination des porte-paroles et ambassadeurs AH22, ou Cédric Van Styvendael aux « relations extérieures » . D'autres sont associés ponctuellement sur l'organisation d'évènements ou pour élaborer des éléments de riposte ou des argumentaires (Antoine Ravard, Arthur Delporte, Amin Mbarki) ou encore travailler au programme (Yannick Trigance sur l'école, Alain Delmestre et Tristan Foveau sur l'énergie et la transition écologique, Gulsen Yildirim sur la justice, Nathalie Appéré et Camille Vielhescaze sur la politique de la ville et le logement, Antoine Pelissolo sur la santé, Éric Kerrouche sur la démocratie et les institutions,...).

Après l'élection présidentielle, rebondir en s'ancrant à gauche

Le score de notre candidate au soir du premier tour de l'élection présidentielle est un échec.

Avec 1,7 %, c'est le plus mauvais score jamais enregistré par le Parti socialiste. Pour la troisième fois en vingt ans, notre parti ne se qualifie pas pour le second tour.

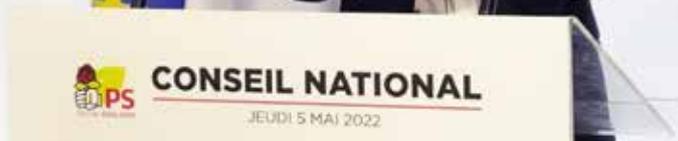
Dans aucune circonscription, nous n'avons atteint les 5 % de suffrages exprimés, nous n'aurions sans doute pas été qualifiés au second tour dans plus de 30 ou 35 circonscriptions, ce qui laissait présager de ne compter que cinq ou six députés socialistes à l'Assemblée nationale.

Il faut réagir, survivre et rebondir. C'est l'objet du Conseil national qui se tient le 19 avril et à cette occasion deux résolutions sont adoptées.

La première, approuvée à l'unanimité, reprend les termes du communiqué de presse publié dès le 15 avril « *On a tous envie de dire merde, mais le 24 avril, on vote Macron pour faire barrage à l'extrême droite* ». Elle réaffirme que, fidèle à ses principes et à son histoire, le **Parti socialiste appelle les citoyens à battre la candidate de l'extrême droite en utilisant le bulletin de vote Emmanuel Macron**. Aucun chèque en blanc n'est donné au président sortant et les socialistes appellent à ne pas se tromper de scrutin : « *Les Françaises et les Français ont en main deux votes, un vote présidentiel pour défendre la République, et un autre en juin pour faire obstacle au projet politique d'Emmanuel Macron lors des élections législatives* ». À cette occasion le parti publie une série d'argumentaires thématiques (école, institutions, Europe, égalité femmes-hommes, laïcité, travail et salaires...) pour lutter contre l'extrême droite.

Notons que le président de la République, comme sa majorité, quelques mois plus tard pour les élections législatives, ont été incapables de porter ce barrage contre l'extrême droite. Pire, certains ont mis un signe égal entre la Nupes et le RN. Ils portent en ce sens une responsabilité indélébile dans le fait d'avoir permis l'intrusion de 89 députés du Rassemblement national à l'Assemblée.





« Contrairement à ce que disent certains, nous renouons avec l'histoire de la gauche : celle du rassemblement et des conquêtes sociales »

Olivier Faure,

Le 1^{er} mai 2022

Questions politiques, France inter,
France info, Le Monde.

La seconde résolution, approuvée par 160 camarades, avec 75 votes contre et 10 abstentions, **dessine notre stratégie pour les élections législatives**. Elle donne mandat au Premier secrétaire et au Bureau national « pour construire ce rassemblement et aboutir à un socle de combats communs, en concertation permanente avec les fédérations et les présidents d'exécutifs locaux, afin d'ancrer ce rassemblement dans les réalités territoriales et prendre les décisions d'investissement ».

Elle rappelle que le rassemblement de l'ensemble des forces de gauche et écologistes est devenu indispensable, c'est d'ailleurs « le sens du message que nous ont adressé les électrices et électeurs de la gauche et de l'écologie lors du premier tour de l'élection présidentielle : face aux blocs de la droite et de l'extrême droite, le bloc de gauche doit s'imposer ». Pour cela, il est proposé aux forces de gauche et des écologistes la construction pour les élections législatives, d'un « pacte pour la justice sociale et écologique ». La résolution se termine par ces mots « Faisons le choix du rassemblement dans la clarté mais sans exclusive ». Rappelons que La

France insoumise avait initialement fait le choix d'un rassemblement « LFI-EELV-PCF » excluant le PS.

Dans le cadre de nos discussions avec LFI, nous avons d'emblée souhaité mettre en avant plusieurs propositions qui nous sont chères et que nous souhaitons inclure dans nos échanges. L'ensemble constitue le document « Nos propositions pour construire une victoire aux législatives » qui a été rendu public. L'accord entre la France insoumise et le Parti socialiste pour les prochaines élections législatives, signé le 4 mai, rappelle ainsi que nous partageons des objectifs programmatiques communs.

Les deux sujets de discussion principaux, l'Europe et l'Ukraine sont abordés clairement et en transparence. S'agissant de l'Europe, l'accord prend acte de différences mais précise que « Pays fondateur de l'Union européenne, la France assumera ses responsabilités dans ce cadre. Le gouvernement que nous formerons pour cette législature ne pourra avoir pour politique la sortie de l'Union, ni sa désagrégation, ni la fin de la monnaie unique ». À propos de l'Ukraine, l'accord indique clairement vouloir « défendre la souveraineté et la liberté de l'Ukraine et du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et face aux crimes de guerre décidés par Vladimir Poutine ». Sur ces deux sujets, comme sur d'autres (école, logement, culture, sport, etc.), les socialistes ont sensiblement fait évoluer le programme de la France insoumise.



BILAN DE LA NUPES

Après 13 jours et 13 nuits de négociations sur les circonscriptions et sur le programme, l'accord est soumis au vote du Conseil national du 5 mai 2022. Il est approuvé à 62 % des suffrages exprimés. Il permet au parti de s'engager dans ce rassemblement de la gauche et des écologistes inédit depuis 25 ans. Avec une responsabilité assumée : si la gauche n'est pas au rendez-vous, si elle se complait dans la division, il ne restera que le projet xénophobe de l'extrême droite pour s'opposer efficacement aux libéraux !

Le vote de l'accord est un fait de jeu politique. Il ouvre une nouvelle étape de la campagne des élections législatives à 36 jours du premier tour. Un espoir se lève, pour la gauche et pour le Parti socialiste.

Les rapports de force issus de la présidentielle n'ont pas permis à la majorité de nos candidats, souvent très implantés, de l'être au nom du rassemblement de la gauche et des écologistes. L'élection législative a permis de faire émerger de nouveaux rapports de force (alors que nous étions dans un rapport de 1 à 13 à la présidentielle, les résultats aux législatives nous ont ramené dans un rapport de 1 à 2), dont il devra être tenu compte dans l'hypothèse d'une dissolution. Tout ne peut dépendre pendant cinq ans des résultats de la seule élection présidentielle alors même que tous les partis de la coalition NUPES s'accordent à vouloir déprésidentialiser les institutions de la V^e République.

- **77 candidats** socialistes présentés
- + **200 000 voix supplémentaires** par rapport à la présidentielle pour les socialistes
- **58 candidats au second tour**, soit un niveau de qualification de près de 76 % de nos candidats. Il s'agit du meilleur taux de qualification d'un parti membre de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale.
- **219 circonscriptions** dans lesquelles le Rassemblement national n'est pas au second tour
- **Autant de qualifiés au second tour** que nous en avons eu en 2017 avec près de 362 candidats socialistes, dont 300 députés sortants.
- **Le meilleur barrage à l'extrême-droite** puisque nous l'avons emporté dans 72 % des cas où nous étions opposés au second tour - La République en Marche comptabilise seulement 40 % de victoires face au Rassemblement national.



- **31 députés**, un groupe renouvelé de moitié
- le groupe socialiste représente **le deuxième groupe de gauche à l'Assemblée nationale** issu de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale

La France insoumise a réalisé un score presque douze fois supérieur au nôtre à l'élection présidentielle et compte à peine plus du double de députés élus que nous.

LES CANDIDATURES DISSIDENTES

- **59 candidats socialistes dissidents** - beaucoup d'entre eux avaient effectué leur rattachement auprès du Parti Radical de Gauche.
- **8,7 % des voix** (score moyen) Les deux-tiers des dissidents ont ainsi recueilli moins de 10 % des voix et un tiers moins de 5 %.

- **8 candidats dissidents** ont empêché la qualification du candidat de la Nupes au premier tour.
- 8 autres candidats **n'ont pas appelé à voter pour le candidat de gauche** le mieux placé au second tour, alors que le score était de nature à faire basculer la circonscription en sa faveur.

Six mois de gouvernement Borne-Macron

NB : il ne s'agit pas ici de faire le bilan de l'action du gouvernement, ni de faire le compte-rendu de l'activité de nos groupes parlementaires, mais de pointer quelques éléments saillants de la période sur lesquels le Parti socialiste a pris position.



À peine installée, la majorité présidentielle perd ses repères. Elle permet la désignation de deux députés du Rassemblement national aux postes de vice-présidents de l'Assemblée nationale. Après sa campagne de dédramatisation, c'est à présent l'institutionnalisation qui est offerte au parti dirigé par Marine Le Pen. C'est une première, jamais le Parlement européen n'a permis cette reconnaissance à l'extrême droite.

Le centre de gravité de la vie politique s'est déplacé l'Assemblée nationale. Le président et le gouvernement y disposent d'une majorité relative, et si l'on ajoute un Sénat à droite, la Première ministre est obligée de composer pour faire adopter les textes de l'exécutif. Là où l'on pouvait attendre un travail plus ouvert que lors du précédent quinquennat avec l'opposition de gauche, les contorsions du gouvernement l'amènent toujours à privilégier le côté droit de l'hémicycle. Voici quelques exemples de nos interventions pour mettre l'agenda social au cœur du débat parlementaire.

Face au refus du gouvernement de mettre la question du pouvoir d'achat au centre de ses préoccupations, nous déposons le 5 juillet, avec les autres groupes de l'intergroupe Nupes, **une proposition de loi visant à répondre à l'urgence sociale** : augmentation du SMIC à 1 500 euros, revalorisation des prestations sociales, gel des loyers... Dans le débat, nos députés obtiennent enfin du Gouvernement la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste appelle lors du campus de Blois à mener une campagne pour un **Référendum d'initiative partagée visant à taxer les superprofits** des entreprises qui se sont enrichies pendant la crise du Covid et sur l'augmentation brutale de l'inflation. À l'heure où les entreprises du CAC 40 accumulent les profits (176 milliards en 2021) et les distributions de dividendes, le gouvernement par la voix de son ministre des finances snobe la mesure quand des députés de la majorité y semblent moins hostiles. Avec 242 parlementaires (151 députés et 91 sénateurs, de 7 groupes différents), nous déposons une proposition de loi référendaire pour organiser un référendum sur la taxation des superprofits. Une campagne nationale s'organise, relayée par les fédérations et les sections du parti.

Le Conseil constitutionnel malheureusement retoque l'idée d'un RIP sur les superprofits. La campagne aura toutefois forcé le gouvernement à proposer un dispositif minimal dans son projet de loi de finances.

Elle aura également permis de mettre en lumière la politique fiscale du Gouvernement. Baisse de 8 milliards d'euros de l'imposition des grandes entreprises avec la suppression de la CVAE mais refus de taxer les superprofits.

Notre proposition de loi, signée par tous les députés des groupes de la Nupes, sera représentée le 9 février dans le cadre de notre niche parlementaire.



Les socialistes présentent
leur contre plan énergétique

Pour une sobriété solidaire



A l'heure où le Gouvernement s'apprête à communiquer sur son plan de sobriété énergétique et demande aux Françaises et aux Français de « faire des efforts » pour prévenir le risque d'une pénurie d'électricité ou de gaz, les députés Socialistes et apparentés présentent une série de mesures concrètes, de court et moyen terme, pour une « sobriété solidaire » et un modèle de développement respectueux des limites planétaires.



Nos 10 mesures clés

- ✓ Créer un ISF Climat et Biodiversité, un nouvel impôt de solidarité sur la fortune qui permettra d'investir dans la transition écologique, et taxer les actifs carbonés
- ✓ Mettre en place une fiscalité progressive permettant une mise à contribution des entreprises en fonction de leurs performances environnementales, économiques et sociales
- ✓ Massifier les rénovations performantes et globales des logements à travers la mise en place d'un « zéro reste à charge » pour les ménages
- ✓ Expérimenter un abonnement « mobilité climat » à 9€ par mois pour les transports collectifs du quotidien
- ✓ Garantir pour les personnes à revenus modestes un reste à charge limité à 10% en cas d'achat de véhicule peu émetteur
- ✓ Étendre aux jets privés la limitation des vols commerciaux introduite dans la loi « Climat et résilience », c'est-à-dire l'interdiction des vols aériens de 2h30 substituables par un trajet en train
- ✓ Mettre progressivement fin aux écrans vidéo publicitaires dans l'espace public
- ✓ Créer un fonds d'urgence pour la restauration collective permettant de financer la transition vers des produits alimentaires locaux et de qualité
- ✓ Adopter une grande loi foncière permettant le renouvellement des générations agricoles et la transition agro-écologique
- ✓ Créer une tarification sociale pour les besoins essentiels (énergie, eau) indispensables à une vie digne et instaurer au-delà une tarification progressive pénalisant les gaspillages



Nous avons également voté contre le projet de réforme de l'assurance-chômage, second volet d'une grande régression sociale. Après avoir raboté le montant de l'indemnisation en 2019, le Gouvernement veut à présent réduire la durée d'indemnisation en la faisant varier en fonction du taux de chômage. **Comme l'affirme la résolution adoptée en Bureau national, pour maintenir ses cadeaux fiscaux aux super riches, le Gouvernement fait des économies sur les droits des demandeurs d'emplois.** C'est ainsi 6 milliards supplémentaires qui s'ajouteront aux 4 milliards réalisés en 2022 suite à la précédente réforme. Nos députés ont sur ce sujet saisi le conseil constitutionnel.

Si des initiatives sont engagées avec les autres groupes de la Nupes (contre-budget par exemple), **le Parti socialiste conserve son entière décision dans les votes.** Nous avons ainsi pour l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, quand LFI et le PCF ont

voté contre. Nous avons voté pour la proposition de résolution relative au soutien à l'Ukraine et condamné la guerre menée par la Fédération de Russie, LFI s'est abstenue. Sur la Chine et Taïwan, le Premier secrétaire a rappelé notre position qui n'est ni celle de Jean-Luc Mélenchon ni d'Emmanuel Macron.

Les députés sont à l'origine de nombreuses initiatives parlementaires. L'une des plus récentes concerne un **plan de sobriété** présenté le 5 octobre.

Nos premières victoires :

- Création d'une délégation parlementaire permanente aux droits de l'enfant, à l'initiative d'Isabelle Santiago.
- Lancement d'un groupe de travail transpartisan sur les déserts médicaux piloté par Guillaume Garot.
- Création d'un groupe d'études Ouïghours, présidé par Olivier Faure.



NOS MOBILISATIONS





80^e

 **Congrès
du Parti
socialiste**

Rapport d'activité (Annexe)

Le Parti socialiste au travail !

Devoir d'inventaire - Mai 2018 à janvier 2019	2
Réflexion thématique : Projet Europe - Juin à octobre 2018	2
Réflexion thématique : Agriculture, alimentation et ruralité - 2019	2
Réflexion thématique : Hôpital - 2019	2
Réflexion thématique : Pauvreté - Février à juin 2019	2
Réflexion thématique : Revenu de base - 2019	2
Retour des Universités d'Été - 23 au 25 août 2019	2
Réflexion thématique et conférence de presse d'Olivier Faure : repenser la politique migratoire - Sept. à oct. 2019	2
« Les Trois Questions À (TQA) » : Septembre 2019 à mai 2021	2
Réflexion thématique : Retraite - nov. 2019 à avril 2020	2
Réflexion thématique : Uberisation - Oct. à déc. 2019.	2
Travaux sur les municipales - 2019-2020	2
Les RDV de la France d'Après - De fin mars à fin juillet 2020	5
« Les entretiens du Printemps » - Oct. 2020 à juin 2021	6
Les « Regards sur la #ComPol » - Oct. 2020 à mars 2021	6
Réflexion thématique : Éducation - de avril à aujourd'hui	6
Réflexion thématique : Sport - janvier à mars 2021	6
81-21 soirée « Réveillons l'espoir ».	7
Commission d'étude sur le génocide Rwandais - juin à sept 2021.	7
Réflexion thématique : Sécurité - 2020	8
Réflexion thématique : Réforme statutaire - 2021	8
Réflexion thématique : Contre-projet de loi contre le séparatisme - 2021.	8
1 live des idées, 6 live du projet, 7 livrets de oct 2019 à sept 2021	8
Législatives : Un accompagnement personnalisé - 2022	9
Des formations organisées par le parti à destination des équipes de campagne. 9	
Lutte contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles	9
Groupe de travail discriminations	9

Devoir d'inventaire

Mai 2018 à janvier 2019

Dès l'entrée en fonction de la nouvelle direction nationale, un important travail d'introspection est mené par le Parti pour dresser l'inventaire du quinquennat qui venait de s'achever.

Le 28 janvier 2019, Olivier Faure organise une conférence de presse à Ivry au cours de laquelle il expose les conclusions du devoir d'inventaire.

Réflexion thématique : Projet Europe -

Juin à octobre 2018

- Le 9 juin 2018 : un processus participatif est engagé pour élaborer le projet des socialistes pour les élections européennes avec notamment une plateforme participative
- Dans la foulée, un groupe de travail est constitué autour de Boris Vallaud avec notamment Clotilde Valter, Emmanuel Maurel, Christophe Clergeau, Yannick Ohannessian et Christine Revault d'Allonnes qui fait le lien avec les députés du groupe au Parlement européen, notamment Pervenche Berès et Sylvie Guillaume.
- Ce travail conduit le 18 septembre 2018 à l'adoption à l'unanimité des voix en Bureau national du texte de cadrage «**La Gauche est l'avenir de l'Europe**».
- Ce texte sera adopté le 13 octobre en Conseil national. Il est le fruit des 1 200 contributions déposées par les militantes et militants sur la plateforme participative de La Ruche socialiste et des nombreux travaux menés au sein du comité de pilotage par les représentants des différentes sensibilités qui composent notre parti.

Réflexion thématique : agriculture, alimentation et ruralité

2019

Pour alimenter perpétuellement la réflexion sur ces sujets, le Parti socialiste peut s'appuyer sur les travaux de la CNAR (la Commission Nationale Agriculture et Ruralité). Celle-ci procède régulièrement à des réunions et des auditions des acteurs impliqués pour nourrir les propositions du parti et le travail des groupes parlementaires.

Le 16 novembre 2019, à Nantes, Dominique Potier anime une journée d'assises intitulée «**de l'assiette à la planète**». 9 propositions sociales et écologiques sont présentées en conclusion par Olivier Faure.

Réflexion thématique : Hôpital

2019

Le chantier « Santé et territoires » est copiloté par Claire Bernard, conseillère santé, et Guillaume Garot, député et ancien ministre. Dans le cadre de la Ruche socialiste, il s'agit d'alimenter la réflexion des socialistes sur les questions de santé et, à plus court terme, de répondre aux urgences rencontrées par notre système de santé, et en particulier celle de la désertification médicale.

À la rentrée 2019, la crise se développe à l'hôpital public. Après l'agora consacrée à la situation de l'hôpital public au Campus19 à La Rochelle, le Bureau national du 17 septembre

porte à son ordre du jour la grève des urgentistes en présence de Hugo Huon, coordinateur du collectif inter-urgences. Il est suivi par une rencontre, le soir même, d'une délégation du parti emmenée par le Premier secrétaire avec les personnels soignants de l'hôpital Lariboisière à Paris. Elle est suivie par une série d'auditions de médecins, infirmières, représentants des collectifs Inter-Urgences et Inter-Hôpital. Le Premier secrétaire et des membres de la direction se rendent ensuite dans des services d'urgence dans plusieurs départements et participent aux différentes manifestations organisées à Paris et en régions.

Le 22 octobre, cette réflexion aboutit à la présentation en conférence de presse d'un [Plan pour l'Hôpital et l'Autonomie](#) porté conjointement par le parti et les parlementaires.

Réflexion thématique : Pauvreté

Février à juin 2019

Le chantier « Pauvreté » est actif de février à juin 2019, piloté par Nathalie Sarrabezolles, présidente du conseil départemental du Finistère et Timothée Duverger, maître de conférences associé à Sciences Po Bordeaux.

Il s'articule autour de l'organisation de deux séminaires ouverts aux militants à Ivry, une série d'auditions collectives ou individuelles (Uniopss, FAS, Secours catholique, Secours populaire, Fondation Abbé-Pierre, CFDT, CGT, FO...), une contribution directe des militants sur la plateforme de La Ruche socialiste (une cinquantaine de propositions seront étudiées dont certaines intégrées au document final) et un questionnaire adressé aux collectivités socialistes de l'ADF et de l'AMF pour faire remonter des initiatives locales.

Finalement, ce chantier débouche sur la présentation par Timothée Duverger d'une note d'orientation au Bureau national du 5 novembre 2019. Elle sert de document ressource dans le cadre de la préparation de la campagne des élections départementales et de l'élaboration du projet des socialistes, quelques mois plus tard.

Réflexion thématique : Revenu de base

2019

À partir des travaux du groupe de réflexion sur la pauvreté, et par l'apport de Jean-Luc Gleyze, président de département et secrétaire national, les départements appellent à la mise en place d'un revenu de base.

Une proposition de loi est déposée le 19 décembre 2018 à l'Assemblée nationale portant la mise en place d'une expérimentation dans les départements volontaires. Le 11 avril 2020, 19 présidents de conseils départementaux renchérisent et appellent à la généralisation du revenu de base pour faire face à la crise du coronavirus.

Retour des Universités d'Été

23 au 25 août 2019

Alors qu'elles n'avaient plus eu lieu depuis 2015, de nouvelles Universités d'été sont organisées à La Rochelle, avec une formule nouvelle où prendront place des débats, forums et tables rondes avec comme thème central : « **Pour un avenir social et écologique** ».

Réflexion thématique et conférence de presse d'Olivier Faure : Repenser la politique migratoire

Sept. à oct. 2019

Le 7 octobre 2019, dans une conférence de presse à Ivry-sur-Seine, le Premier secrétaire présente les propositions du parti. Elles font suite aux auditions de Pascal Brice, le directeur de l'Office Français de protection des réfugiés et apatrides de 2012 à 2018 et d'Hervé Le Bras, démographe.

Accompagné par les équipes de France Terre d'Accueil et son président Pierre Henry, le Premier secrétaire se rend porte de la Chapelle pour constater les conditions de non-accueil des réfugiés regroupés dans des campements.

« Les Trois Questions À (TQA) »

Septembre 2019 à mai 2021

Pendant presque deux ans, la chaîne YouTube du parti a accueilli un format court et pédagogique, les « TQA ». Au total, 44 chercheurs, élus et représentants de corps intermédiaires y ont participé.



Réflexion thématique : Retraite

Nov. 2019 à avril 2020

Dès les premières rumeurs indiquant que le gouvernement préparait une réforme des retraites dont l'objectif non-avoué était de reculer l'âge de départ à la retraite, le parti a préparé sa mobilisation en constituant un groupe de travail pour élaborer une réponse comprenant Olivier Faure, Corinne Narassiguin et Boris Vallaud, avec Laurence Rossignol, Vincent Duchaussoy, Monique Lubin, Stéphane Troussel et Isabelle This Saint Jean.

Le 15 janvier 2020, en présence des groupes parlementaires, le Premier secrétaire et Boris Vallaud exposent en conférence de presse un contre-projet de réforme des retraites issu des travaux du groupe de travail et de nombreuses auditions, dont celles de Michaël Zemmour et Gérard Cornilleau.

Réflexion thématique : Uberisation

Oct. à déc. 2019

En décembre, après plus d'un an de travail en lien avec plusieurs secrétaires nationaux, Olivier Jacquin, sénateur et secrétaire national, dépose une première proposition de loi « relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive ». Une seconde sera déposée à partir de ces travaux en 2021.

Le 6 décembre 2022, le parti se mobilise en faveur de la directive SCHMIT sur les droits sociaux des travailleurs des plateformes. Il adopte en son Bureau national une résolution intitulée « La France doit cesser de protéger les plateformes au détriment de leurs travailleurs ».

Travaux sur les municipales

2019-2020

Newsletters de campagne, webinaires, charte des municipales et des 12 engagements des socialistes, travail préparatoire pour la commission électorale, recours devant le Conseil d'État victorieux sur la circulaire du ministère de l'Intérieur pour l'attribution des nuances politiques aux municipales de 2020.

Lors de cette campagne bousculée puis interrompue par la pandémie, le Parti socialiste avait déployé un énorme dispositif :

- 38 newsletter (liste ci-dessous) ;
- 9 tutoriels pour faire campagne efficacement
- 28 formations pratiques et légales
- 18 argumentaires et lettres d'actualités
- 13 outils et moyens d'assistance ;
- 5 notes sur l'opinion
- 5 formations techniques

1. 30/08/19 : Objectif 22 mars n°1

- Retrouvez les présentations du corner Municipales
- Les adresses SOS

2. 13/09/19 : Objectif 22 mars n°2

- Le calendrier de ta campagne
- La calculette de ton plafond de dépenses
- Les tutos - Le mandataire financier
- Les tutos - E-réputation

3. 27/09/19 : Objectif 22 mars n°3

- Un guide du candidat et du mandataire financier
- Une calculette du plafond de dépense actualisée
- Les tutos - Déposer sa liste

4. 11/10/19 : Objectif 22 mars n°4

- 600 communes déjà en ordre de bataille pour les municipales
- Urgence pour les urgences
- Les tutos : Comment faire une bonne campagne d'emailing en 6 conseils ?

5. 11/10/19 : Mail aux investis·e·s aux élections municipales à date

- Les outils déjà en ligne

6. 28/10/19 : Objectif 22 mars n°5

- Enquête sur les attentes des Français
- Les tutos : Canva
- Projet de loi de finances et collectivités, que retenir ?

7. 25/10/19 : Mail aux investis·e·s aux élections municipales à date > formulaire d'information à remplir (+ erratum)

8. 3/11/19 : Relance formulaire candidats investis

9. 08/11/19 : Objectif 22 mars n°6

- Les dates à noter dans ton agenda de campagne !
- Enquête IFOP sur les services publics locaux.
- Les tutos : organiser un événement avec les réseaux sociaux.

10. 7/11/19 : Relance formulaire candidats investis n°2

11. 22/11/19 : Objectif 22 mars n°7

- Informations financement de campagne
- Le guide du candidat est arrivé !
- 12 engagements pour des communes sociales, écologiques et innovantes.

12. 28/11/19 : Objectif 22 mars n°8

- Le guide du candidat 2.0
- Les tutos : vos envois de campagne et plus encore
- Assurance et banque - l'offre du Crédit Coopératif

13. 06/12/19 : Objectif 22 mars n°8 (?)

- Le poulx de l'opinion française face à la réforme des retraites : une des clés de la réussite du mouvement
- Les tutos : le guide de la photo pour les réseaux sociaux
- Les commandements du directeur de campagne

14. 13/12/19 : Objectif 22 mars

- Mouvement contre la réforme des retraites - l'argumentaire
- Contrat de prêt et sollicitation de dons

15. 13/12/19 : Objectif 22 mars n°9

- Des propositions pour les retraites
- Retraites, le point sur les sondages

16. 28/01/20 : Objectif 22 mars n°10

- Circulaire Castaner | En Marche cherche à camoufler sa future défaite.
- Outils | La matrice du mandataire financier
- Sauvons l'Europe | signez les 7 engagements !
- ONG Transparency International France | 6 PROPOSITIONS

17. 07/02/20 : Objectif 22 mars

- Derniers chiffres de l'INSEE sur le recensement
- Communication numérique et droit électoral : ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire
- Tracts, affiches, professions de foi... : Comment s'y retrouver sur la TVA

18. 14/02/20 : Objectif 22 mars

- Sondage Odoxa pour France info et Le Figaro
- Saint-Valentin / Journée internationale de lutte pour les droits des femmes : attention au distribution de cadeaux
- Les tutos : La gestion de la presse dans la dernière ligne droite > Nos conseils
- Vos outils de campagne : Partagez nous votre site web

19. 26/02/20 : Objectif 22 mars

- Dernière ligne droite : Sarah Proust et Pierre Juvet ont un message pour toi : https://www.youtube.com/watch?v=Hd-4hLf51_M
- Les affiches de campagne
- Les professions de foi
- Les bulletins de vote
- Vos outils de campagne : partagez nous votre site web

20.06/03/20 : Objectif 22 mars

- Dernière ligne droite !
- Remontée des résultats le soir du 1^{er} tour
- Matériel officiel. Quelques grammes qui comptent
- Les tutos : Campagne de terrain versus réseaux sociaux : comment toucher les électeurs lors des élections municipales ?
- Enquête > Étude sur les socialistes dans les municipales.
- APAJH

21. 13/03/20 : Objectif 22 mars

- Règles à respecter la veille du scrutin
- Préparer le jour du vote

22. 15/03/20 : Objectif 22 mars

- Fin du suspense et remontée des résultats sur le site jaimemacomune.fr

23. 14/03/20 : Communication spéciale d'Olivier Faure au regard de la crise sanitaire

- <https://bit.ly/3W2vBRZ>

24. 16/03/20 : Important - Second tour des élections municipales

- Communication de Pierre Juvet, Corinne Narassiguin et Sarah Proust

25. 19/03/20 : Guide et circulaire conseils municipaux

- Communication de Corinne narassiguin, Sarah Proust et Sébastien Vincini : installation des conseils municipaux déjà élu au 1^{er} tour, information report 2nd Tour
- <https://bit.ly/3W3Xedz>

26. 20/03/20 : Face au CoVid, des idées pour être utiles sur nos territoires : <https://bit.ly/3uAgO5B>

27. 9/04/20 : Tenue des élections municipales : quelques éléments

- Tu as été élu au 1^{er} tour : les résultats sont sanctuarisés
- Tu es candidat au second tour
- Tu as perdu au 1^{er} tour sans que le conseil municipal n'ait été élu au 1^{er} tour
- Quels impacts sur tes comptes de campagne ?

28. 24/04/20 : Campagne et communication : où en est-on ?

- La période s'inscrit dans un cadre juridique défini
- S'exprimer et communiquer : élus et candidats, chacun son rôle !
- Comptes de campagne : confinés, mais bien tenus !

29. 6/05/20 + 12/05/20 : Webinaire | Report des élections municipales, règles juridiques, comptes de campagne, financement. Où en sommes-nous ?

- <https://youtu.be/er30d8Q1kmw>
- <https://bit.ly/3BmeMcX>

30. 19/05/20 : Conseils municipaux d'installation pour les socialistes élus au 1^{er} tour

- Les élu.e.s socialistes au travail
- Recensement des élus socialistes

31. 28/05/20 : Municipales 2020 | Les nouvelles règles

- Convocation des électeurs et à la période du dépôt des listes pour le second tour
- Report du second tour, le décret en bref
- Rappels sur la règle pour le dépôt des listes du second tour
- Propagande électorale
- Comptes de campagnes, que retenir ?
- Rappel du calendrier
- En cas de nouvelle annulation
- Lire les décrets

32. 29/05/20 : Municipales 2020

Comment mener une drôle de campagne ?

- Campagne masquée, des idées pour mobiliser et informer
- <https://bit.ly/3FC6S1l>
- <https://bit.ly/3hj7z6x>
- <https://bit.ly/3USk4E8>

33. 15/06/20 : Municipales 2020

2 webinaires et dispositif procuration

- 2 webinaires pour la dernière ligne droite
- Procuration | Le PS fait se rencontrer l'offre et la demande : https://www.parti-socialiste.fr/municipales-procurations?utm_campaign=nl_12_06_webinaires&utm_medium=email&utm_source=laruchesocialiste
- Dernière ligne droite - Payer une campagne de SMS ou d'appels, je fais ou pas ?
- Vous aussi partagez vos idées pour une campagne masquée

34. 15/06/20 + 16/06/20 : Webinaire

État des lieux juridique après le report des Municipales

35. 17/06/20 + 18/06/20 : Webinaire

État de l'opinion au lendemain de la crise sanitaire et à la veille des municipales

36. 22/06/20 : Webinaire opinion | Le replay

- <https://www.youtube.com/watch?v=8rglOp2OBAo>
- <https://fr.calameo.com/read/004649312842831c59eed>

37. 28/06/20 : Municipales 2020

> Remontée des résultats

38. 28/04/21 + 29/04/21 : J-1 - Webinaire

Règles juridiques et électorales qui se déroulera demain à 18h30.

> <https://www.youtube.com/watch?v=Z76GgghgVW4>



Les RDV de la France d'Après

De fin mars à fin juillet 2020

Du 31/03/2020 à fin juillet : **Les RDV de la France d'Après**, organisés notamment par Isabelle This-Saint-Jean, sont présidés, quasiment chaque audition, par le Premier secrétaire.

- 36 auditions de deux heures ;
- 55 intervenants (acteurs de la société civile ou tables rondes de spécialistes) ;
- Des comptes rendus, dont une partie [se trouve ici](#) ;
- Une synthèse des mesures proposées, accessible [ici](#) ;
- Une synthèse des auditions, dont la version provisoire est [accessible ici](#) ;
- Un [plan de déconfinement](#) le 30 avril 2020 et un [contre-plan de relance](#) publié le 9 juin 2022, une ppl sur l'indemnisation des victimes du covid-19,

31/03/2020 - Jean Jouzel

01/04/2020 - Xavier Timbeau

06/04/2020 - Laurence Scialom

07/04/2020 - Michael Zemmour

08/04/2020 - Laurent Berger

10/04/2020 - Table ronde «Crise sanitaire, nouvelles technologies et libertés publiques» avec : Arthur Messaud ; Sylvie Guillaume ; Lucien Castex.

14/04/2020 - Louis Gallois

15/04/2020 - Philippe Martinez

16/04/2020 - Guillaume Duval

17/04/2020 - Jean-Philippe Derosier

20/04/2020 - Pierre-Cyril Hautcoeur

21/04/2020 - Gabriel Zucman

22/04/2020 - Adeline Hazan

27/04/2020 - Cécile Duflot

28/04/2020 - Jézabel Couppey-Soubeyran

29/04/2020 - Dominique Meda

04/05/2020 - Jean-François Julliard

05/05/2020 - Yves Veyrier

06/05/2020 - Dominique Raimbourg

07/05/2020 - Yannick Blanc

13/05/2020 - Nicolas Hulot

14/05/2020 - Table ronde revenu de base avec : Philipp Van Parijs ; Antoine Bozio ; Jean-Luc Gleyze ; Stéphane Troussel ; Nathalie Sarrabezolles.

15/05/2020 - Frédéric Sawicki

19/05/2020 - François Héran

20/05/2020 - Corinne Le Quéré

23/05/2020 - Sandra Laugier

24/05/2020 - Bastien François

25/05/2020 - Philippe Askenazy

26/05/2020 - Gaël Giraud

03/06/2020 - Benoit Leguet

04/06/2020 - Table ronde assoc et ESS avec : Philippe Jahshan ; Jérôme Saddier ; Nadine Richez-Battesti ; Jean-Louis Laville ; Danièle Demoustier (?).

11/06/2020 - Gilles Boeuf

17/06/2020 - Table ronde salaire : utilité sociale, salaire minimum, écart de salaire avec : ?

18/06/2020 - Cécile Coudriou - Table ronde «Le féminisme face à la crise» avec : Laurence Rossignol ; Cécilia Gondard ; Camille Froidevaux-Metterie.

02/07/2020 - Table ronde culture avec : Elizabeth Auclair ; Félicien Brut ; Radu Mihaileanu ; Olivier Py ; Sylvie Robert ; Aline Siam Giao

« Les entretiens du Printemps »

Oct. 2020 à juin 2021

Les auditions d'experts destinés du confinement n'ont pas pris fin avec lui : d'octobre à juin 2021, la direction nationale et Isabelle This-Saint-Jean en particulier ont prolongé ces rendez-vous sous le format des « **Rendez-vous du Printemps** » pendant neuf mois, au rythme d'un entretien par mois, avec notamment :

- Nicolas Duvoux ; Vincent Tiberj ; Robert Boyer ; Patrick Weil ; Najat Vallaud-Belkacem ; Janine Mossuz-Lavau ; Pierre Larroutourou.

Les « Regards sur la #ComPol »

Oct. 2020 à mars 2021

En quatre épisodes d'octobre 2020 à mars 2021, le parti diffusait en direct ses « **Regards sur la #ComPol** », émissions dans lesquelles différents partis de la gauche européenne apportaient des méthodes qui leur avaient réussi.



Réflexion thématique : Sport

Janvier à mars 2021

Série de **8 auditions sur la politique sportive menée par Maxime Sauvage**, secrétaire national à la Jeunesse et aux Sports, de début janvier à fin février 2021 :

- **12 janvier** : Claire Rabès, ex conseillère du ministre des Sport ;
- **22 janvier** : FSGT, Emmanuelle Bonnet Oulaldj, co-présidente ;
- **22 janvier** : Christophe Lepetit, économiste du sport au CDES Limoges ;
- **12 février** : Pierre Rondeau, économiste du Sport, co-directeur de l'observatoire du sport de la FJJ ;
- **19 février** : Virgile Caillet, Délégué général Union Sport et cycle ;
- **19 février** : Ronan Evain, DG de Fans Supporters Europe ;
- **26 février** : Arnaud Saurois, Maître de conférence associé Management Sport - ex Comité Olympique
- **25 mars** : Rencontre avec les étudiants fantômes et le Crous de Montpellier notamment.

Réflexion thématique : éducation

De avril à aujourd'hui

Avec l'ambition d'alimenter fréquemment la doctrine socialiste sur l'école, Yannick Trigance anime une commission nationale et un groupe d'experts en lien avec les secrétariats fédéraux. Ils permettent de proposer au sortir du premier confinement **un plan pour l'école** en vue de la rentrée 2020-2021, intitulé « **Pour un rebond scolaire et éducatif** ».

De nombreux rendez-vous sont organisés avec la communauté éducative :

- **Août 2019**
Université de la Rochelle
- **Mars 2021**
- **22 novembre 2019**
salon Education
- **Août 2021** Université Blois
- **28 octobre 2021**
- **Juin 2020**
- **Mars 2022**
- **7 juillet 2022**
- **Novembre 2020**
- **29 septembre 2022**

La commission est elle-même alimentée par une série de rencontres organisée par Yannick Trigance et Isabelle Rocca. Elle procède ainsi à **pas moins de 59 auditions depuis la mi-2019**.

DE MAI 2019 À DÉCEMBRE 2019 (12)

FSU Éducation	SGEN/CFDT
SNES/FSU	FCPE
SNUIP/FSU	PEEP
UNSA Éducation	CEMEA
SE/UNSA	Ligue de l'Enseignement
SNPDEN/UNSA	Jean-Paul DELAHAYE

PÉRIODE DE FÉVRIER 2020 À JUIN 2020 (8)

UNSA Éducation	SNPI/FSU
SE/UNSA	Philippe WATRELOT
SNES/FSU	Syndicat Général des Lycéens
SNUIP/FSU	
SNEP/FSU	

PÉRIODE DE SEPTEMBRE 2020 À DÉCEMBRE 2020 (8)

Enseignants non syndiqués	SNPDEN/UNSA
FIDL	SIEN/UNSA
FCPE	François DUBET
SNUIPP/FSU	
SE/UNSA	

PÉRIODE DE FÉVRIER 2021 À JUIN 2021 (11)

FCPE	SNUEP/FSU
PEEP	SNES/FSU
SE/UNSA	Ligue de l'Enseignement
SIEN/UNSA	OZP
SNPDEN/UNSA	ADEAF (enseignants allemand)
SGEN/CFDT	

PÉRIODE DE SEPTEMBRE 2021 À JUIN 2022 (15)

RFVE	SNICS/FSU
CEMEA	SE/UNSA
PEEP	SNPDEN/UNSA
FCPE	Syndicat Général des lycéens
FSU Éducation	FIDL
SNES/FSU	François WEIL
SNUIPP/FSU	Jean-Paul DELAHAYE
SNUEP/FSU	

PÉRIODE DE SEPTEMBRE 2022 À DÉCEMBRE 2022 (5)

SNUEP/FSU	Jean-Paul DELAHAYE
SE/UNSA	Ambition Education
SGEN/CCFD	(E.Butzbach)
FCPE	

81-21 Soirée « Réveillons l'espoir »

À l'occasion du 40^{ème} anniversaire de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, le Parti socialiste organisait un grand live de plus de 3h constitué d'une série de tables rondes pour examiner l'histoire et se tourner vers l'avenir, en présence d'Olivier Faure.

Au cours de la soirée, pas moins de quatre plateaux se sont succédés pour se souvenir et se projeter :

Plateau 1 :

- Jean-Pierre Elkabbach ;
- Anne Lauvergeon ;
- Louis Mermaz ;
- Edwige Avice.

Plateau 2 :

- Maxime Sauvage ;
- Nawel Oumer ;
- Nadège Azzaz ;
- Milo Lévy-Bruhl.

Plateau 3 :

- Luc Broussy ;
- Emma Rafowicz ;
- Frédéric Sawicki ;
- Remi Cardon ;
- Céline Hervieu ;
- Bruno Morel.

Plateau 4 :

- Olivier Faure ;
- Corinne Narassiguin ;
- Camille Etienne ;
- Emmanuel Grégoire ;
- Emma Cosse ;
- Didier Le Bret.



Commission d'étude sur le génocide Rwandais

Juin à sept 2021

Commission d'étude sur les circonstances et les responsabilités ayant menées au génocide Rwandais, composée :

- Jean-Marc Germain ;
- Luc Broussy ;
- Laure Pallez ;
- Corinne Narassiguin ;
- Dylan Boutiflat ;
- Laurent Baumel ;
- Hélène Conway ;
- Boris Vallaud ;
- Clotilde Valter ;
- David Assouline.
- Maurice Braud ;

Une série de cinq auditions a été menée de juin à septembre 2021 :

- **15 juin** : Bernard Cazeneuve
- **6 juillet** : Vincent Duclert
- **13 juillet** : Jessica Géronald Mwiza, vice-présidente Ibuka France (annulée par elle)
- **20 juillet** : Hubert Védrine
- **7 sept** : Alain Gauthier, président du Collectif des parties civiles Rwanda

Mobilisation internationales et relations ONG

Septembre 2021 à décembre 2022

19 réunions, visio-conférences et notes

- **Été 2021** : Quelle stratégie de sortie des OPEX ?
- **Rentrée 2021** : révolution numérique : réflexions nationales et internationales pour Reprendre notre destin en main (<https://www.laure-pallez.fr/IMG/pdf/gafam.pdf>)
- **Automne 2021** : Quel Bilan tirer du pass-sanitaire notamment pour les FDE ?
- **18/11/21** : Oui au retrait de Barkhane. Mais faut-il quitter le Sahel ?
- **25/11/21** : Quels partenariats Indo-Pacifique et relations avec la Chine ?
- **2/12/21** : Baltique-Grand Nord et Russie
- **16/12/21** : Amérique Latine et Caraïbes
- **Fêtes 2021** : synthèse propositions, narratif AH politique étrangère
- **27/1/22** : migrations internationales
- **21/4/22** : Comment combattre la désinformation sur la guerre en Ukraine ? Quelles conséquences de la guerre ?
- **28/4/22** : Et si la prochaine guerre européenne avait lieu dans les Balkans ?
- **5/5/22** : Quels enjeux Euro-Med ? (Turquie, Proche-Orient, Maghreb)
- **juin 2022** : Bilan élections présidentielles et législatives, feuille de route SN
- **Rentrée 2022** : Écriture contribution internationale
- **3/11/22** : Après les coups d'Etat au Mali, en Guinée et au Burkina, comment nouer des partenariats équitables euro-africains ?
- **9/11/22** : Avenir de la GB en Europe et rôle de la gauche britannique
- **9/12/22** : La Chine après le congrès de Xi Jinping
- **Jedi 15/12/22** : Entretien avec Michael Vincent sur la dette
- **19/12/22** : Les US après les midterms

32 entretiens :

- Parti social-démocrate croate, MAV kosovar, Parti des travailleurs et Parti socialiste brésiliens, Coalition colombienne, Parti fusion des sociaux-démocrates haïtiens, Socialistes démocrates américains, Union socialiste des forces populaires marocain, Front des forces sociales / Hirak algériens, Ettakatol tunisien, Rassemblement pour le Mali, Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme, FPI / Parti des peuples africains ivoiriens, PS / Taxawu sénégalais, Front National pour la Défense de la Constitution guinéen, Front patriotique burkinabé, Parti camerounais pour la réconciliation nationale, Mouvement pour le Renouveau Démocratique et le Développement djiboutien, Opposants comoriens, Parti démocratique des peuples kurde de Turquie, Union patriotique du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan et KPIK kurdes d'Iran, Fédération révolutionnaire arménienne, Fatah palestinien, Déléguée Générale Palestine, Première urgence et Oxfam, Amnesty international, Coordination Sud.

Communiqués et résolutions du Bureau national

- Nomination du directeur Interpol, Félicitations au président du Chili, Condamnation de la guerre en Ukraine, Visite de Nancy Pelosi à Taïwan, Hommage à Mikhaïl Gorbatchev, Résolution de soutien à l'Ukraine / Assemblée nationale, Solidarité avec les Iraniennes, Algériens assassi-

nés le 17 octobre 1061, Soutien à Lula au Brésil, Soutien aux parti travailliste et Meretz aux législatives israéliennes, Congrès de l'Internationale socialiste (ré-adhésion, soutien à la feuille de route de Pedro Sanchez, proposition d'Olivier Faure comme vice-président).

Réflexion thématique : Sécurité

2020

Dans le cadre de son secrétariat national, David Habib a procédé à de multiples auditions de syndicats de police dans le courant de l'année 2020 :

- **28 mai** : Alternative police : Denis Jacob, Sylvain Durante, et Pascal Jakowlew
- **11 juin** : Rdv SGP-FO : Linda Kebbab, Grégory Joron, Jérôme Moisant
- **5 juillet** : SCSJ : Sabrina Rigollé, Léo Moreau
- **21 juin** : UNSA, Thierry Clair, Bruno Cossin
- **7 octobre** : Alliance

Réflexion thématique : réforme statutaire

2021

Réflexion thématique : Contre-projet de loi contre le séparatisme

2021

Pour faire face au projet de loi du Gouvernement sur le séparatisme et pour élaborer des contre-mesures, Corinne Narassiguin et Boris Vallaud réunissent autour d'eux un large groupe de travail avec notamment Chloé Morin, François Lamy, Olivier Bianchi, Pascale Bousquet-Pitt, Myriam El Yassa, Maxime Sauvage, Fabrice De Comarmond, Vincent Le Meaux, Cécilia Gongard, Marion Canales, Yannick Trigrance, Isabelle This-Saint Jean, David Habib, Hélène Conway-Mouret, Marie-Pierre De La Gontrie, Valérie Bergé, Jean-Yves Leconte, Gulsen Yildirim.

À la fin de l'année 2021, le groupe de travail a procédé à 13 auditions de spécialistes dont le champ se rattachait à la question du séparatisme que ce par la laïcité, l'intégration ou la cohésion sociale.

Nouveauté au parti, en plus du livret intitulé « La République contre les séparatismes » contenant les principales propositions des socialistes discutées en Bureau national, un « Live des idées » est produit et retransmis sur les réseaux sociaux et sur Youtube, permettant de discuter des mesures proposées en direct. Ce groupe de réflexion structurera la réponse du parti sur le sujet.

- **4 décembre 2019** : Live « La République contre le séparatisme », avec Corinne Narassiguin, Isabelle This-Saint-Jean, Jérôme Guedj, Hélène Conway-Mouret, Romain Colas, Gulsen Yildirim, Dieynaba Diop, Stéphane Troussel, François Lamy et Isabelle Rocca.

Les 6 « Lives du Projet » et les 6 livrets thématiques

De janv. 2020 à sept. 2021

Le **Projet socialiste « Il est temps de vivre mieux »** adopté au Congrès de Villeurbanne est le fruit d'une année de travail. Construit sous la responsabilité de Boris Vallaud par les secrétaires nationaux, son contenu est présenté lors des « Lives du Projet » (liste ci-dessous). Il a ensuite été soumis aux militants, qui ont pu ajouter et rejeter des mesures (400 associations et syndicats appelés à participer, 500 000 visiteurs sur le site où avait lieu la délibération). Trois étapes : élaboration du projet par le secrétariat national, tables rondes de présentation de propositions, démocratie directe en ligne.

- **4 février 2021** - « **Un Emploi pour tous, un travail pour chacun** », avec Vincent Duchaussoy, Gabrielle Siry-Houari, Dominique Potier, Christian Eckert, Jean-François Debat, Océane Charret-Godard, Olivier Jacquin, Gaëlle Manson, Violaine Gillet, Orlane François.
- **4 mars 2021** - « **Une Politique globale de santé au service d'une société du soin** », avec Antoine Pelissolo, Céline Hervieu, Charlotte Picard, Fatima Yadani, Isabelle Santiago, Sophie Borderies, Stéphane Troussel, Thomas Hennequin.
- **8 avril 2021** - « **Une Justice climatique et politique environnementale** » avec Alain Demestre, Dominique Potier, Gabrielle Siry-Houari, Christophe Bouillon, Jean-François Debat, Cédric Van Styvendael, Maxime des Gayets, Nathalie Appéré, Thomas Chevandier, Benoît Arrivé, Camille Vielhescaze.
- **6 mai 2021** - « **Grandir dans la république - la République émancipatrice à l'assaut des inégalités** », avec Yannick Trigrance, Céline Hervieu, Jérôme Guedj, Maxime Sauvage, Isabelle Rocca, Isabelle Santiago, Clément Sapin, Karine Gloanec Maurin, Olivier Bianchi, Sylvie Robert, Isabelle This Saint-Jean.
- **10 juin 2021** - « **Mettre à jour notre démocratie** », avec Éric Kerrouche, Gulsen Yildirim, Jérôme Guedj, Céline Hennequin, Nawel Oumer, Cécilia Gondard
- **8 juillet 2021** - « **La République fraternelle** », avec Vielhescaze, Cécilia Gondard, Charlotte Picard, David Habib, Gulsen Yildirim, Nawel Oumer, Stéphane Troussel, Thomas Chevandier, Myriam El Yassa, Hélène Conway-Mouret, Jérôme Guedj.



Législatives : un accompagnement personnalisé 2022

En 2022, année électorale majeure, le travail était consacré à l'action plus qu'à la réflexion. Pour les législatives de 2022, la direction a mis en place un dispositif d'accompagnement personnalisé inédit des candidats :

De nombreuses fiches d'information et d'accompagnement

- Organiser un meeting / une réunion publique
- S'assurer de sa sécurité informatique
- Guide pour la tenue des BDV
- Réglementation de fin de campagne
- Déclarer son mandataire financier
- Rôle du mandataire financier
- Ouvrir son compte de campagne
- Premiers pas pour structurer sa campagne
- Tenir les bureaux de vote
- Organiser une réunion d'appartement
- Justifier ses comptes de campagne
- Adapter le projet national au projet local
- Tuto e-reputation
- Utiliser les réseaux sociaux
 - Fiche Insta
 - Fiche Facebook
 - Fiche Twitter
 - Fiche Organiser un Space Twitter
 - Communiquer pour mobiliser sur son événement
 - Réserver son lieu de réunion



Des formations organisées par le parti à destination des équipes de campagne

25 avril 2022

- Formation juridique sur les règles régissant la campagne ;
- Deux formations en communication

26 avril 2022

- Une formation média training
- Une formation réseaux sociaux

27 avril 2022

- Une formation stratégie de campagne
- Une nouvelle formation communication

28 avril 2022

- Une formation presse
- Une réunion de présentation du bilan du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et d'apprentissage du rôle d'un député d'opposition
- Formation graphisme
- Nouvelle formation stratégie de campagne
- Formation droit de la communication

En plus de cet accompagnement humain, le Parti socialiste a développé en interne un outil de prédiction et d'analyse électoral, Rosedata. C'est inédit pour un parti politique en France. Parce que ses données ont été affinées par les services et ne reposent pas seulement sur les données du ministère de l'intérieur, Rosedata est devenu un outil plus précis et exact que tous les outils développés par des prestataires privés.

Lutte contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles - Dispositif interne

- Au congrès de Villeurbanne ; la direction du Parti socialiste a fait voter une modification des statuts avec la mise en place d'une Commission de lutte contre le harcèlement et les discriminations dont le rôle est de traiter les alertes, de sanctionner les faits de harcèlement, qu'ils soient moraux, sexistes ou sexuels, et l'ensemble des discriminations et actes de violence.
- Depuis 2018, progressivement, le parti s'est doté d'un dispositif interne complet, lequel n'a pas vocation à se substituer au travail de la Justice.
- Une Cellule nationale d'écoute et d'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles a été mise en place. Elle est composée de référentes et référents bénévoles qui sont engagés dans leur vie professionnelle sur les questions de violences sexistes et sexuelles. Ils et elles ont un rôle d'écoute, d'accompagnement et d'alerte et font des préconisations au parti pour améliorer les dispositifs existants.
- En complément, pour mailler tous les territoires et agir en prévention, la Commission de lutte contre le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles et les discriminations désigne dorénavant des référentes et référents dans chaque fédération, lesquels ont au préalable suivi des formations spécifiques sur la prévention des violences sexistes et sexuelles, des discriminations et du harcèlement.
- La formation de notre réseau militant est un des leviers pour prévenir les violences sexistes et sexuelles. Des séances de formation sont ainsi régulièrement proposées chaque année lors de nos universités d'été à Blois et à la demande des fédérations.
- À travers ce dispositif d'alerte, de prévention et de sanctions, le Parti socialiste met en cohérence les combats qui sont les siens avec celui de ses pratiques internes. Il doit permettre de militer en toute confiance. Ce dispositif n'est pas figé, il pourra être amélioré des recommandations qui lui seront faites, en particulier par la Cellule nationale d'écoute.

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES | **SOCIALISTE DONC FEMINISTE**

La lutte contre le harcèlement, les agissements sexistes et les discriminations est une priorité pour le Parti Socialiste. Un dispositif complet a été mis en place depuis 2018. Depuis 2019, il fait l'objet d'un chapitre dédié dans nos statuts.

Es-tu une victime ou témoin d'agissements sexistes, de comportements harcelants et de discriminations ? Tu souhaites aider une camarade qui a subi de telles violences ? Tu ne sais pas comment réagir, à qui en parler ?

Saisis la cellule d'écoute et d'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles au Parti Socialiste.

Tu peux appeler les référentes de la cellule d'écoute à tout moment. Elles t'accompagneront et te guideront. Voici leurs coordonnées :

Christelle Charrier christelle.charrier@psl.com 06 28 89 47 48	Yaeline Fourcic yaeline.fourcic@gmail.com 06 29 28 14 84	Maud Olivier maud.olivier@semaud.fr 06 89 04 87 28
Jacqueline Denier jacqueline.denier@gmail.com 06 75 48 35 71	Nassif Ouhem n.ouhem@psl.com 06 23 70 27 48	Malika Bonnet malika.bonnet@psl.com 06 61 68 91 97
Clara Dorval clara.dorval@psl.fr 06 77 16 11 04	Dominique Remaaccio d.rem@semaud.fr 06 82 53 48 82	

PSL
le socialisme

Groupe de travail discriminations - Corinne Narassiguin et Myriam El Yassa

Ce groupe de travail à mener plusieurs auditions afin de nourrir les propositions du parti dans le cadre du projet de loi sur le séparatisme

- **Mercredi 1^{er} juillet** : Philippe Foussier pour le GODF, Céline Pina, Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène au siège de l'ODL, Frédéric Potier pour la DICRAH,
- **16 septembre** : Marie Anne Valfort, Patrick Haddad,
- **8 novembre** : Tania de Montaigne, Anne Gallot de l'association « à compétence égale », Caroline Fourest, Milo Delage (gens du voyage, Abdelkader Haroune, commissaire et initiateur de la PPL portée par Hélène Conway Mouret au Sénat
- **Vendredi 13 novembre** : Samuel Thomas.

Rapport d'activité

Commission nationale de contrôle financier (CNCF)

La Commission nationale de contrôle financier, présidée par Dominique Demangel, s'est réunie à trois reprises en 2022 en présence de la trésorière Fatima Yadani.

Lors des réunions successives, la CNCF a pu prendre connaissance :

- Des comptes consolidés 2020 et 2021
- De la situation de la trésorerie du siège national pour 2021 et partiellement pour 2022
- Des éléments de coût de la campagne présidentielle 2022

Pour le dernier exercice clos, le nombre d'entités consolidées est de 2547. Cela comprend le siège, les fédérations, les associations de financement, les SCI et associations patrimoniales, les sections actives. Ce nombre est évolutif chaque année et pour la première fois depuis la réforme des comptes d'ensemble issue de la loi du 15 septembre 2017, il n'y a plus de réserve de la part des commissaires aux comptes ni de commentaire de la CNCCFP.

Un travail d'amélioration de l'exhaustivité des comptes d'ensemble est toujours en cours. Le congrès va permettre de mettre à jour la liste des sections actives et il conviendra de vérifier si les sections actives sont bien intégrées (soit en intégration directe au sein des comptes des fédérations comme cela est préconisé, soit par consolidation de palier fédéral pour les sections n'ayant pas encore rapatrié leurs fonds au niveau fédéral). Aussi, un travail sur les structures patrimoniales est effectué en vue de la clôture de l'exercice 2022 afin de bien s'assurer que les locaux dont la propriété est dans l'écosystème socialiste sont bien référencés et intégrés dans les comptes d'ensemble conformément aux exigences légales et réglementaires.

Enfin les efforts de tous ont permis le respect des délais de dépôt des comptes pour l'exercice 2021.

Une réunion des trésoriers fédéraux en décembre 2022 a été également l'occasion de rappeler les échéances et l'importance du respect des règles.

Rapport d'activité Bureau national des adhésions

Le Bureau national des adhésions (BNA), à l'occasion de sa réunion d'installation qui s'est tenue le 21 octobre 2021, a élu Fabrice de Comarmond à l'unanimité Président du BNA ainsi qu'un Bureau, paritaire, composé de 10 membres à la proportionnelle des Textes d'Orientation (TO) présentés au Congrès.

Les missions essentielles du BNA ont dès le début été rappelées : instance indépendante et d'appel des décisions du BFA, il remplit la mission politique de validation du corps électoral pour l'ensemble des échéances électorales internes du parti (en l'espèce, la désignation de notre candidate à l'élection présidentielle, les désignations des délégués pour les élections législatives, et enfin les votes du 80^{ème} congrès). Il exerce en outre le pouvoir permanent de contrôle et de surveillance de l'évolution des effectifs du Parti.

Dans la suite de ce qu'il s'était fixé lors du congrès d'Auberwilliers, le BNA a continué sa réflexion autour du fonctionnement des outils du parti. Il a par ailleurs poursuivi sa mutation en numérique en maintenant un fonctionnement en visioconférence, tant pour des raisons économiques, écologiques et sanitaires.

MISE À JOUR DU FICHER DES ADHÉRENTS

Comme chaque année, le Bureau national des adhésions a été amené à mettre en démission d'office près de 9 000 adhérents dont la dernière cotisation remontait à l'année 2018.

Le 80^{ème} congrès intervenant à une période charnière entre deux années, l'application de la démission d'office pour les adhérents dont la dernière année de cotisation est 2019 a été repoussée à la fin du congrès.

Lors de la mandature, le Bureau national des adhésions n'a pas eu à traiter de contentieux d'importance. La plupart de ses interventions n'ont pas dépassé le simple appui pour régler des retards administratifs ponctuels.

L'élection présidentielle, puis les élections législatives, ainsi qu'un contexte sanitaire toujours fluctuant, ont amené le BNA à réduire le nombre de ses réunions sans pour autant réduire son activité. Il a maintenu l'ensemble de ses missions :

- Fusions, modifications, suppressions/dissolutions, créations de sections : pas moins de 10 fédérations ont mis à jour la carte de leurs sections : Creuse, Indre, Haute-Garonne, Lot, Manche, Nord, Pas de Calais, Puy de Dôme, Pyrénées Atlantiques, Var.
- Mises à jour annuelles du fichier national à travers les opérations de « mise en démission d'office » pour les adhérents accusant un retard de plus de deux années de cotisations ;
- Suivi de l'évolution de BLUM en lien avec le secteur Fédérations et la DSI.

Par ailleurs, dans le cadre de la préparation du congrès, le BNA, par la voix de son président, a accompagné le travail de la commission nationale de préparation du congrès en rappelant systématiquement les règles en vigueur dans notre parti concernant les adhésions, au sein et hors du lieu de vote, les règles de constitution des listes électorales et le fonctionnement des erratums lors des votes.

Fabrice de Comarmond tient à nouveau à remercier l'ensemble des membres du Bureau national des adhésions qui ont su apporter leur concours au bon fonctionnement de notre parti.

Rapport d'activité

Commission nationale des conflits

Pour le bureau de la Commission Nationale des Conflits,
Le Président de la CNC
Marc Sadoun

La Commission nationale des conflits (CNC), instance de contrôle du Parti socialiste, a été installée le 15 décembre 2021 suite au Congrès de Villeurbanne. L'ensemble de ses missions ont été poursuivies : elle s'est attachée à s'assurer du respect des règles du parti socialiste lors de chacune de ses saisines, en s'appuyant sur l'ensemble des textes de référence que sont les statuts, le règlement intérieur, la déclaration de principe et le préambule, ainsi que des décisions régulières des instances dirigeantes du parti que sont le Bureau national et le Conseil national.

Son activité a été plus réduite en début de mandature en raison de la succession de rendez-vous électoraux de première importance que sont l'élection présidentielle et les élections législatives. Elle a dû interrompre son activité à la suite de la démission de son président entre ces deux élections et n'a pu reprendre son fonctionnement qu'à l'automne 2022.

L'essentiel des dossiers sur lesquels la commission a été sollicitée ont concerné les élections régionales et municipales dans la première moitié de la mandature, puis les élections législatives.

ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE LA CNC

Le 15 décembre 2021 a eu lieu la réunion d'installation de la CNC et l'élection unanime de son Président, Laurent AZOULAI et du Bureau :

- Marc SADOUN,
- Corinne BORD (démissionnaire pour raisons professionnelles depuis),
- Michèle FAUCHER,
- Sandra TABARY,
- Marc LOPEZ,
- Alain VIDALIES,
- Benoît d'ANCONA,
- Brigitte MARCINIAK,
- Patrick JACQUET.

Depuis le Congrès de Villeurbanne, la CNC s'est réunie à 5 reprises et a statué sur 11 dossiers.

Suite à la démission de Laurent AZOULAI, Marc SADOUN a été élu président lors de la réunion du 25 octobre 2022.

Comme souvent, la CNC a eu à rappeler les règles de fonctionnement de notre parti, classant sans suite un des onze dossiers. Pour les autres, les sanctions ont pu aller de l'avertissement à l'exclusion temporaire, en passant par le blâme et la suspension.

La Commission nationale des conflits est une instance qui demande une forme d'engagement particulière, devant se préserver des affrontements internes entre Textes d'orientation afin de s'attacher avant tout à l'application du droit au sein du parti. Cet engagement se matérialise également par la nécessité d'une forte mobilisation des membres de la commission lors des différentes réunions. Malheureusement, et malgré la mise en place d'outil facilitant la participation comme les visioconférences, force a été de constater qu'il n'a jamais été possible de réunir la commission au complet.

Aussi, nous appelons à nouveau, comme a pu le faire le précédent président de la commission, les responsables des différents Textes d'orientation à une vigilance particulière lors de la désignation de leurs membres pour siéger dans notre instance afin d'assurer sa stabilité et son bon fonctionnement.

Enfin, il est important de rappeler, comme l'a fait la commission en début de mandature, quelques points de nos statuts essentiels au bon fonctionnement de nos instances de contrôle : l'installation de la commission fédérale des conflits est un impératif dès le lendemain du congrès ; les membres des commissions fédérales et de la commission nationale ne peuvent être membres d'autres instances de même échelon (par exemple Conseil fédéral et Commission fédérale, ou Conseil national et Commission nationale), respectant ainsi le principe de la séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires ; enfin, il n'est pas possible d'être membre à la fois de la commission nationale et d'une commission fédérale, la première tenant lieu d'instance d'appel vis-à-vis des décisions de la seconde.

80^e

Congrès du Parti socialiste



CALENDRIER

Le calendrier du congrès fixé
par le Conseil national du 4 octobre 2022 :

- **Mardi 8 novembre 2022**
Conseil national de dépôt des contributions générales :
- **Samedi 26 novembre 2022**
Conseil national de synthèse
Dépôt des textes d'orientation
- **Jeudi 12 janvier 2023**
Vote sur les textes d'orientation
- **Du vendredi 13 janvier 2023
au dimanche 15 janvier 2023**
Congrès fédéraux
- **Jeudi 19 janvier 2023**
Élection du ou de la Premier-ère secrétaire
- **Du vendredi 27 janvier 2023
au dimanche 29 janvier 2023**
80^e congrès du Parti à Marseille
- **Du jeudi 2 février 2023
au jeudi 23 février 2023**
Élections des Premier-ère-s secrétaires fédéraux-ales
et de secrétaires de sections

LES CONTRIBUTIONS

Les contributions thématiques : 264

Les militantes et militants socialistes ont donné tort à celles et ceux se répandant sur l'absence de vitalité et de débat au sein de notre formation politique.

Les contributions générales : 7

Pour le 80^e congrès, c'est le retour des textes de contributions générales, sept ont été déposés.

Pour Christine et toutes les autres, Premières signataires :
Fatima Yadani, Marie Le Vern, Cécilia Gondard

Osons, Premiers signataires : Johanna Rolland, Maire de Nantes (44), Nathalie Appéré, Maire de Rennes, Secrétaire nationale (35), Benoît Arrivé, Maire de Cherbourg-en-Cotentin, Secrétaire national (50), Isabelle Assih, Maire de Quimper (29), Nadège Azzaz, Maire de Châtillon (92), Olivier Bianchi, Maire de Clermont-Ferrand, Secrétaire national (63), Michel Bisson, Maire de Lieusaint, Président de Grand Paris Sud (77), Sophie Borderie, Présidente du Conseil départemental du Lot-et-Garonne (47), Mickaël Bouloux, Député (35), Luc Carvounas, Maire d'Alfortville, Porte-Parole du Parti socialiste (94), Guillaume Garot, Député (53), François Gilet, Maire de Dompiere-sur-Yon (85), Hervé Gillé, Sénateur (33), Jean-Luc Gleyze, Président du Conseil départemental de Gironde, Président du groupe de Gauche à l'ADF (33), Marc Gricourt, Maire de Blois (41), Olivier Guckert, Premier secrétaire fédéral de la Meuse (55), Olivier Jacquin, Sénateur, Secrétaire national (54), Aline Jeudi, Première secrétaire fédérale (03), Fatiha Keloua-Hachi, Députée (93), Chaynesse Khirouni, Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle (54), Mathieu Klein, Maire de Nancy (54), Frédéric Leveillé, Maire d'Argentan, Conseiller départemental (61), Georges Méric, Président

du Département de Haute-Garonne (31), Sébastien Miossec, Maire de Riec sur Bélon (29), Sophie Pantel, Présidente du Conseil départemental de Lozère (48), Anna Pic, Députée, Première secrétaire fédérale (50), Dominique Potier, Député (54), Eric Quenard, Premier secrétaire fédéral, Conseiller régional Grand Est (51), Sylvie Robert, Sénatrice, Secrétaire nationale (35), Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (93), Simon Uzenat, Conseiller régional de Bretagne, Premier secrétaire fédéral du Morbihan (56), Cédric Van Styvendael, Maire de Villeurbanne, Secrétaire national (69).

Le Sens du combat, Contribution déposée par : Clovis Casan (91), Premiers signataires : Thomas Bonnefoy (69), Morgan Bougeard (75), Arnaud Bord (30), Arthur Delaporte (14), Martine Denis (14), Franck Gagnaire (37), Cécilia Gondard (99), Sarah Kerrich (59), Sophie Lehner (60), Alexandre Ouizille (60), Martin Paugam (35), Anna Pic (50), Emma Rafowicz (75), Maxime Sauvage (75), Alexandra Tzatchev (69), Etienne Westphal (67), Karim Ziady (75).

Refondations, Porte-paroles : Mayer-Rossignol Nicolas - Maire de Rouen (76) ; El Aaraje Lamia - Porte-parole du Parti socialiste (75) ; Fita Claire - Vice-présidente de la région Occitanie (81).

Gagner ! Premier signataire : Olivier Faure

Ancré à gauche et unitaire - Premier-ère-s signataires : Nora Mebarek (Députée européenne) et Laurent Baumel (Secrétaire national aux Relations extérieures), Émilie Alonso (64) ; Anthony Alarcon (30) ; Béatrice Bellay (972) ; Dylan Boutiflat (45) ; Jeremy Cadart (59) ; Christophe Caillaut (13) ; Mani Cambefort (89) ; Johann Cesa (49) ; Marie Colson 91 ; Muriel Condolf-Ferec (35) ; Hélène Conway Mouret (Sénatrice) ; Kadiatou Coulibaly (75) ; Michel Debout (49) ; Blandine Drain (62) ; Yasmine El Jaï (75) ; Frédéric Engelmann (44) ; Cédric Fouilland (69) ; Céline Henquinet (75) ; Christophe Lavielle (45) ; Jean Raymond Magueur (29) ; Sylvain Mathieu (58) ; Anna Pic (50) ; Charlotte Picard (57) ; Fanny Pidoux (45) ; Mohamed Rafai (13) ; Anne-Juliette Tillay (93)...

Refonder, rassembler, Gouverner - Contribution générale parrainée par 63 membres du Conseil National et 1^{ers}/1^{ères} Fédéraux : Geoffroy Hélène, Maire de Vaulx-en-Velin, Vice-Présidente de la Métropole de Lyon, Binet Erwann, Barat Geneviève, Bloch Martine, Boudali-Khedim Souhila, Bourgi Hussein, Braud Maurice, Cahn Mathieu, Capdevielle Colette, Christophoul Michèle, Couraud Geneviève, Cuillandre François, Derosier Jean-Philippe, Dubos Sandrine, Doucet Philippe, Ferrand Jérôme, Flouresses Sandrine, Gachon Loïc, Gaillard Emilie, Gomez Stéphane, Hadzadeh Ayda, Hoareau Antoine, Huillier Joëlle, Jeandon Jean-Paul, Jeoffroy Chantale, Kalfon François, Kemal Philippe, Koro Marie-Rose, Laurent Murielle, Leblanc Nathalie, Louviers Angèle, Maa-louf Rita, Marmousez Camille, Menard Baptiste, Mennucci Patrick, Merliers Lysandre, Monteil Frédéric, Morvan Nicolas, Nabet-Girard Brigitte, Narbonnais Valentin, Néri Alain, Normand-Couder Sophie, Peron Laurent, Pineda Delphine, Riamon Marie-Hélène, Régis Daniel, Rovarino Isabelle, Roy Sébastien, Runel Sandrine, Thirionet Sylvette.

LES TEXTES D'ORIENTATION

Les premiers signataires de quatre contributions générales (Pour Christine et toutes les autres, Osons, Le sens du Combat, Ancré à gauche et unitaire) ont tous décidé de rejoindre la contribution emmenée par Olivier Faure. Trois textes d'orientation ont été déposés à l'occasion du 80e congrès. Ils font l'objet de présentations, débats et discussions dans les fédérations et sections du parti depuis le conseil national du 26 novembre.

Texte d'orientation 1 :
Refonder - Rassembler – Gouverner

Texte d'orientation 2 :
Gagner

Texte d'orientation 3 :
Refondations



80^e
Congrès
du Parti
socialiste